

## ELLES FERONT L'OBJET D'UNE CONFÉRENCE NATIONALE

# Quel avenir pour les activités périscolaires ?

**Les activités périscolaires, une première dans le secteur de l'éducation, feront l'objet d'une évaluation. Une conférence nationale leur sera dédiée le 8 novembre prochain. Les syndicats donnent le ton : ils appellent le ministère à revoir sa copie.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le soulagement ressenti par la famille de l'éducation suite à l'allègement des horaires au cycle primaire aura été de courte durée. L'institution des activités périscolaires qui a

accompagné la première mesure n'a pas tardé à susciter d'abord méfiance puis rejet pur et simple de la part des enseignants. Ces derniers se sont vu confier la tâche de proposer aux élèves de la première et de la deuxième année des activités artistiques, sportives ou d'éveil tous les jours entre 14h30 et 15h30. Une tâche que les enseignants ne semblent pas remplir, arguant soit le manque de moyens soit l'absence de formation.

Les enseignants du primaire sont soutenus par au moins deux syndicats. L'Unpef et le SNTE ont même inscrit dans leur plateforme la question de la suppression des activités périscolaires.

Les deux syndicats autonomes expliquent que les enseignants du primaire n'ont pas reçu de formation spécifique pour être en mesure de s'occuper des enfants en dehors de l'enseignement dispensé. Abdelkrim Boudjenah, le secrétaire général du SNTE, expliquait hier que son syndicat avait clairement demandé au ministère de l'éducation de décharger les enseignants du primaire de



Photo : Samir Sid

Que deviendront les enfants après les heures de classe ?

ces activités ou de les supprimer tout simplement.

«Le ministère de l'Education doit trouver une autre formule. Il doit désigner un autre corps de l'éducation pour s'occuper des activités périscolaires ou alors diminuer le volume horaire imposé aux enseignants», estimait-il. Du côté de l'Unpef, le ton est le même.

Le numéro un dudit syndicat n'a pas hésité à dire que «les écoles n'étaient pas des crèches», allusion faite aux enseignants qui, faute de proposer des activités aux élèves, se

contentent de faire du gardiennage. Par mauvaise volonté ou par manque de moyens, beaucoup d'enseignants ne proposent aucune activité aux élèves concernés par ces activités périscolaires.

Le créneau horaire entre 14h30 et 15h30 a été transformé dans beaucoup d'écoles en heure de remédiation pédagogique, ôtant à la mesure introduite en début d'année tout son essence. La famille de l'éducation n'a pas joué le jeu, visiblement plus intéressée par la réduction du volume horaire que

par la création d'une vie à l'intérieur des établissements scolaires, à l'instar de ce qui se fait dans les autres pays.

Le ministère de l'Education, en organisant le 8 novembre prochain une conférence nationale dédiée aux activités périscolaires, fera face à la résistance des syndicats qui tenteront de peser de tous leurs poids pour décharger les enseignants des activités périscolaires dont l'avenir et la forme qu'elles pourraient prendre seront certainement tranchés à cette occasion.

N. I.

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE La société jordannienne Hikma lance sa seconde usine en Algérie

La société jordannienne Hikma Pharmaceuticals, multinationale de l'industrie pharmaceutique, a lancé hier sa seconde usine en Algérie.

Spécialisée dans la fabrication de produits pénicilliques, Dar Al Arabia est basée dans la nouvelle-ville de Sidi Abdallah (wilaya d'Alger), sur près de 6 000 m<sup>2</sup>, avec une capacité de production notable de 20 millions de flacons par an.

Engagé à hauteur de 50 millions de dollars, Dar Al Arabia est le second investissement de cette société en Algérie, après l'usine Hikma Pharma, basée à Staouéli et consacrée à la pharmacie notamment générique pour un investissement d'une centaine de millions de dollars environ.

Présente depuis le début 1994 sur le marché algérien, un marché «stratégique» propice à la diversification et ouvert, relève son vice-président et P-dg pour la région Moyen-Orient – Afrique du Nord, Mazen Darouaza, la société Hikma y a déjà investi pour plus de 250 millions de dollars et y réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de dollars. Et d'autant que ce laboratoire jordannien s'implique dans la promotion de la production pharmaceutique locale, avec déjà 60% de médicaments commercialisés fabriqués localement et une importante part de marché. Mais aussi l'ambition d'intensifier ses investissements sur le long terme, œuvrer à satisfaire la demande croissante en médicaments notamment anti-cancéreux, et faire du marché algérien un hub, une plate-forme d'exportation en Afrique et ailleurs.

A charge, cependant, de développer la recherche-développement, une bonne synergie entre les universités, les instituts et centres de recherche et les entreprises ainsi qu'un système efficace de bioéquivalence et une implication efficiente des structures d'appui.

Chérif Bennaceur

## TARIFS NON RÉAJUSTÉS

# «L'assurance automobile obligatoire toujours déficitaire»

**Pour les compagnies d'assurances, l'assurance automobile obligatoire est «fortement déficitaire». Selon le président de l'Union des assureurs et réassureurs (UAR), certaines d'entre elles risquent même d'être fragilisées.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Le président de l'UAR, Amara Latrous, a indiqué, hier, que l'assurance automobile a progressé de 14% entre 2009 et 2010. Une croissance qu'il a qualifiée d'«importante» car dit-il, «le taux moyen de croissance est de 6% pour l'ensemble des risques et l'ensemble du marché».

Invité de la radio Chaîne III, il n'a pas manqué de préciser que l'assurance automobile obligatoire demeure «fortement déficitaire». «Nous avons saisi l'autorité de régulation du ministère des Finances sur ce problème afin de réajuster les tarifs mais sa réponse était de recourir à la compensation avec l'assurance automobile pour les risques facultatifs», a-t-il souligné. Précisant que l'assurance obligatoire représente le tiers de l'ensemble de l'assurance automobile, il ajoute : «Prise dans son ensemble, l'assurance auto-

mobile est bénéficiaire». D'ailleurs, poursuit-il, «en 2010, les résultats techniques de toutes les branches ont dégagé un bénéfice de 28 milliards de dinars et les résultats comptables de toutes les compagnies d'assurances ont atteint 8 milliards de dinars».

A une question relative à la lenteur dans les remboursements, Amara Latrous incombe cette situation au nombre des accidents de la circulation et des morts sur la route qui ne cessent d'augmenter. «Chaque année, les compagnies d'assurances remboursent 35 milliards de dinars de sinistres.

En 2010, 26 milliards provenaient de l'assurance automobile», a-t-il souligné. L'intervenant a indiqué, en outre, que l'assurance des personnes a progressé de 30% en 2010 par rapport à l'année précédente. Quant aux assurances sur les risques natu-



Photo : Samir Sid

Le marché de l'assurance connaît une baisse de croissance.

rels, il a affirmé qu'il y a de plus en plus une prise de conscience par les citoyens de la nécessité de cette assurance contre les catastrophes naturelles.

«Tous les ans, l'assurance Cat-Nat enregistre un milliard de dinars de chiffre d'affaires», dit-il. Le président de l'UAR a, par ailleurs, rappelé que le marché

des assurances a progressé de 6% en 2010. «Le chiffre d'affaires est passé de 78 milliards de dinars en 2009 à 82 milliards de dinars en 2010».

Un marché qui, selon lui, se positionne au même niveau de croissance des pays voisins et européens.

R. N.